

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

I. — ALGÉRIE

INTRODUCTION

Du point de vue de l'analyse économique, l'année 1974 est essentielle, dans la mesure où un premier bilan sur l'effort de développement de l'Algérie est possible.

L'ensemble des objectifs économiques et sociaux que l'Algérie s'est fixée à long terme commence à prendre forme. Les difficultés rencontrées sont nombreuses, les réajustements nécessaires. Pour mieux saisir ces tensions, nous avons confronté les objectifs et les réalisations du premier plan quadriennal. L'importance des restes à réaliser intégrés au second plan nous a amenés à traiter l'année 1974 comme l'année relais entre le premier et le second plan quadriennal.

Ce choix de présentation se justifie, dans la mesure où il permet de souligner l'importance de l'enjeu des deux plans.

Dans une première partie nous traiterons donc les deux périodes quadriennales, l'une dans ses résultats l'autre dans ses objectifs et essaierons d'analyser les phénomènes économiques de type structurels qui se dégagent en 1974 et qui conditionneront la période à venir. Dans ce sens, nous avons mis particulièrement l'accent sur l'analyse des investissements et du commerce extérieur, qui à cet égard nous semblent révélateurs.

Dans une seconde partie nous aborderons deux dossiers directement liés aux choix économiques actuels : l'emploi et les relations villes-campagnes.

I. — DU PREMIER AU DEUXIÈME PLAN QUADRIENNAL

Le premier plan quadriennal est sans conteste le cadre nécessaire, pour une analyse des agrégats macro-économiques et de leur évolution au cours des quatre dernières années. Nous essaierons donc, à l'intérieur de ce cadre de dégager quelques éléments significatifs, issus de la confrontation entre objectifs et réalisations du Plan.

Les objectifs généraux et stratégiques au moment du démarrage du premier plan quadriennal, étaient formulés de la façon suivante (1) :

- 1) Priorité aux investissements directement productifs, qui représentent 49 % de la masse totale des investissements prévus.
- 2) Mise en place d'une base industrielle cohérente et solide, indispensable au développement de l'agriculture et de l'industrie.
- 3) Valorisation des richesses du sous-sol à travers un effort exceptionnel des recherches pétrolières et minières.
- 4) Amélioration et adaptation de l'infrastructure économique aux conditions nouvelles de la croissance et surtout au développement des exportations d'hydrocarbures.
- 5) Accroissement maximum de l'exportation et recherche de nouveaux marchés, en fonction de l'élargissement optimum des capacités d'accumulation.
- 6) Poursuite de l'effort en matière d'éducation pour satisfaire la demande sociale et pour répondre aux besoins en cadres de l'économie.

1. POLITIQUE GÉNÉRALE DES INVESTISSEMENTS.

Les investissements inscrits pour toute la période étaient de 27,7 milliards D.A. environ (voir tableau 1). Les lois de finances montrent un dépassement de cet objectif de l'ordre de 6,5 milliards D.A., ce qui fait passer la totalité des investissements de 27,7 à 34,2. A l'origine de ce dépassement il y a le réajustement effectué à la fin de l'année 1971. En effet, cette année 1971 est caractérisée par la crise franco-algérienne sur le problème du pétrole. A l'origine toutefois, il faut considérer l'augmentation des prix des biens d'équipements (évalués entre 15 % et 20 %) que l'Algérie devait importer dans sa quasi-totalité. Dans ces conditions la réalisation même du plan risquait d'être comprise. La réaction de l'Algérie fut de rechercher de nouveaux moyens de financement dans la valorisation des exportations d'hydrocarbures : ce qui a abouti à la nationalisation du secteur pétrolier.

A partir de là, l'élargissement des investissements (en terme de valeur) pour les années 1972 et 1973 a été financé par les recettes supplémentaires issues de la fiscalité pétrolière. De ce surplus de dépenses ont bénéficié surtout les investissements les plus directement productifs.

Sur le total quadriennal, on observe dans le rapport lois de finances-plan quadriennal une augmentation de 33,3 % pour l'industrie et de 63,4 % pour l'infrastructure qui joue un rôle essentiel dans la première période de décollage industriel.

A l'inverse, les dépenses pour l'habitat diminuent en termes absolus de 41 % en passant de 1,5 M. D.A. planifiées à 0,8 M. D.A. réalisés. On observe également une baisse dans les programmes sociaux prévus et dans les secteurs du tourisme et des transports. Le poids du pourcentage cumulé de l'industrie et de l'infrastructure se trouve être sur la période de 63 % par rapport aux 56 % prévus.

(1) *Rapport général I^{er} Plan 1970-1973* (S.E.P.). Pour la présentation du quadriennal voir De Bernis in *A.A.N.* 1970.

TABLEAU 1

Investissements — I^{er} Plan quadriennal (millions de D.A.)

PQ = Prévisions du Plan

LF = Engagements des lois de Finances.

Secteurs		1970	1971	1972	1973	Total quadriennal	Structure % Pourcentuelle	LF/PQ
Agriculture	PQ	720	910	1 110	1 400	4 140	15	+ 30,1 %
	LF	720	1 010	1 652	2 005	5 387	15,7	
Industrie	PQ	3 100	3 100	3 100	3 100	12 400	45	+ 33,3 %
	LF	3 414	3 100	4 450	5 565	16 529	48,4	
Infrastructures	PQ	659	675	795	938	3 067	11	+ 63,4 %
	LF	1 109	1 378	1 376	1 063	5 026	14,6	
Habitat	PQ	238	368	438	476	1 520	5	- 41 %
	LF	138	55	55	650	898	2,6	
Social	PQ	190	213	243	288	934	3,5	- 1 %
	LF	190	220	250	261	921	2,7	
Education	PQ	785	825	842	853	3 307	12	+ 3,8 %
	LF	784	825	881	942	3 432	10	
Autres *	PQ	743	588	531	508	2 370	8,5	- 12,8 %
	LF	355	380	450	882	2 067	6	
Total	PQ	6 435	6 679	7 059	7 563	27 740	100	+ 19 %
	LF	6 710	6 968	9 214	11 350	34 260	100	

* Tourisme, Equipements, Administration, Transports.

Sources : S.E.P. Plan Quadriennal 1970-1973, Lois de Finances.

Les investissements dans l'agriculture, bien qu'ils présentent une augmentation de 30 % sur les chiffres prévus représentent un poste stable, qui se maintient autour de 15 %; on peut remarquer la même tendance dans le secteur éducatif. Ainsi, la tendance générale qui se dégage à la lecture des résultats est celle d'un choix en faveur des investissements plus productifs, particulièrement dans l'industrie et dans les infrastructures qui lui sont rattachées. Le taux d'accumulation demeure très élevé, autour de 40 %. En conséquence les investissements sociaux restent toujours sacrifiés. Les goulots d'étranglement que risquent d'engendrer ces choix sont particulièrement aigus dans le secteur de l'habitat, surtout dans les grands centres urbains. De ce point de vue le cas de la région d'Alger est significatif; le déficit de logements pour 1973 est estimé à 150 000 logements environ, alors que le II^e Plan quadriennal (1974-1977) prévoit pour la même région 25 000 logements.

Il faut noter toutefois un développement remarquable dans l'effort de scolarisation et de formation : les effectifs scolaires sont passés de 1,8 millions d'élèves pour la rentrée 1969/1970 à 2,4 millions en 1973/1974.

Quelques précautions sont à prendre en ce qui concerne la réalisation des projets du Plan en termes physiques. L'augmentation de 20 % environ sur la mobilisation financière prévue ne correspond pas exactement à la réalisation de nouveaux projets; au contraire on admet que « les restes à réaliser au 1^{er} janvier 1974 demeurent très considérables et atteignent près de 50 % du montant global des programmes corrigés en 1973 » (2). Par exemple, les projets prévus dans la sidérurgie et les constructions mécaniques n'ont été réalisés qu'à 50 % et à moins de 50 % dans la chimie, le textile et le cuir. Les programmes agricoles ont été réalisés au 2/3 et celui de l'équipement hydraulique à moins de 50 %.

En conséquence la première tâche du II^e Plan quadriennal sera de réaliser ces retards, ce qui implique une charge plus lourde dans l'effort d'accumulation et de mobilisation des ressources.

2. LE FINANCEMENT DU PLAN.

2.1. La politique budgétaire et financière.

Le rapport général du premier plan quadriennal prévoyait que « l'ensemble des ressources prélevées à titre définitif par l'Etat doit sensiblement s'accroître; elles permettront de couvrir toutes les charges budgétaires de l'Etat, c'est-à-dire, de faire face aux dépenses courantes des administrations ainsi qu'aux dépenses d'équipement de l'infrastructure économique et sociale ».

TABLEAU 2
Evolution des principales ressources (en millions de D.A.)

Nature des opérations	1970		1971		1972		1973		1974		1975		
	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R*	P	R	
A. Recettes	6 035	6 467	7 500	6 962	8 702	8 820	10 310	10 257	14 181			21 995	
B. Dépenses de fonctionnement	4 447	4 253	4 915	4 686	5 500	5 447	6 430	6 269	7 673			13 169	
C. Dépenses d'équipement définitif	2 452	1 962	2 835	2 254	3 435	3 012	4 190	3 225	6 500			8 685	
D. (B + C)	6 899	6 215	7 750	6 940	8 935	8 459	10 620	9 494	14 173			21 854	
E. Solde (A - B)	864	+252	-250	+22	-233	+361	-310	+763	+ 8			+141	

P : prévisions
R : réalisations

Source : S.E.P. et divers.

* Le 30 juillet 1975, les chiffres des réalisations financières de l'année 1974 n'étaient pas encore publiés.

(2) *Révolution Africaine* (473), 16-22 mars 1973. (II^e Plan quadriennal : structures et réalisations des investissements).

TABLEAU 3
Principales ressources (en millions de D.A.)

	1970		1971		1972		1973		1974 prévisions *		1975 prévisions	
		%		%		%		%		%		%
Fiscalité ordinaire	4 106	63,5	4 334	62,2	4 870	55,2	5 100	48,8	5 890	41%	7 265	
Fiscalité pétrolière	1 338	21,0	1 659	23,8	3 200	36,4	4 110	40,0	6 500	47	13 000	
Participation du secteur d'Etat	721	11,1	668	10,0	500	5,6	797	8,8	1 581	11	1 200	
Autres recettes	282	4,4	286	4,0	250	2,8	250	2,4	290	1	530	
TOTAL	6 467	100%	6 962	100%	8 820	100%	10 257	100%	14 181	100%	21 995	100%

Source : S.E.P. et lois de finances.

* Le 30 juillet 1975, les chiffres de l'année 1974 n'étaient pas encore publiés.

Cet objectif a été atteint sur toute la période quadriennale. Les tableaux 2 et 3 retracent cette évolution. A la lecture de ces tableaux, on constate que l'accroissement des ressources de l'Etat repose essentiellement sur une forte augmentation des ressources pétrolières qui passent de 1 358 M. de D.A. en 1970 à 13 000 M. de D.A. prévus pour 1975). L'accroissement des recettes fiscales ordinaires tient à la taxe additionnelle de soutien des prix qui a rapporté environ 300 M. de D.A. en 1974. Les recettes pétrolières ont permis de dépasser positivement l'équilibre budgétaire. « Contradictoirement » le solde positif (mis à part l'année 1971) s'accroît tous les ans pour les réalisations (de + 252 en 1970, à + 763 en 1973), il est important de noter que la hausse rapide du prix du pétrole donne un solde positif pour le budget de l'état en ce qui concerne les prévisions (+ 8 en 1974 et + 141 en 1975).

Par ailleurs sur la période quadriennale, on constate une nouvelle orientation de la politique financière : la structure du crédit change et les concours extérieurs deviennent très importants.

En effet, si l'ensemble des dépenses non directement productives restent dans les limites des prévisions quadriennales, les dépenses concernant les investissements productifs, financées sur ressources temporaires, dépassent les plafonds prévus (les crédits mobilisés égalent 112 % des autorisations de programmes).

Sur ce point, il faut souligner que depuis 1973 sont obtenus des prêts financiers, non assujettis à des contrats *précis d'équipement* et pouvant servir de contre-partie à une expansion des ressources internes, ce qui peut donner à une partie de ces prêts un caractère « inflationniste » (3).

2.2. Mobilisation des ressources.

L'évolution des dépenses d'équipements pendant le premier plan quadriennal montre un accroissement relativement faible, comparée à celle de l'ensemble des dépenses d'équipement engagées par les lois de finances

(3) Les enveloppes budgétaires des sociétés nationales ne sont pas soumises à un contrôle financier rigide.

précédentes. Pour l'année 1974, on constate un fort accroissement de 2,3 M. de D.A., soit 55 % par rapport au budget d'équipement 1973. Le chiffre de 6 500 M. de D.A. est exactement égal à celui de la fiscalité pétrolière.

TABLEAU 4
Ventilation sectorielle des dépenses d'équipement
(en millions de D.A.)

	1970		1971		1972		1973		1974	
		%		%		%		%		%
Industrie	288	12%	250	9%	235	7%	250	6%	287	4,4
Agriculture et développement rural	320	13%	490	17%	381	11%	541	13%	635	9,8%
Hydraulique	—	—	—	—	504	15%	544	13%	665	10,2%
Education formation	784	32%	825	29%	881	26%	942	23%	1 365	21,2%
Tourisme	80	3%	72	2,5	75	2%	95	2	115	1,8%
Pêche	—	—	—	—	5	—	5	—	8	0,1%
Infrastructure *	527	21%	623	31,8	999	29%	557	13	985	14,1%
Social	243	10	275	8	—	—	681	16	1 060	16,3%
Non ventilé	210	9	—	—	—	—	—	—	—	—
Programmes spéciaux	—	—	90	3	335	10	575	14	1 020	15,7%
TOTAL	2 452	100%	2 835	100%	3 435	100%	4 190	100%	6 140	93,6%
Réalisation	1 962	80%	2 254	79%	3 012	87%	3 225			

Source : Lois de Finances.

La première remarque que nous pouvons faire c'est que la part relative du secteur industriel diminue constamment (12 % en 1970, 4,4 % en 1974). Ceci est dû, non pas à la diminution de la part absolue de l'industrie dans la stratégie du développement algérien, mais à une modification radicale des conditions de financement.

A ce propos le rapport général du plan quadriennal précisait que « tout investissement productif destiné à élargir rapidement le revenu national, est effectué sous forme de prêts ». On constate également la poursuite de l'effort entamé en 1972 dans le domaine de la recherche hydraulique (même si les objectifs n'ont pas été totalement réalisés).

Le secteur de l'éducation et de la formation reste l'un des plus importants en valeur absolue (784 M. de D.A. en 1970 à 1 365 M. de D.A. en 1974). La part accordée aux dépenses d'équipements, au plan des infrastructures et du social, s'accorde bien avec les projets de développement et d'équilibre régional.

Il faut rappeler que la part réservée à l'habitat compris dans le social, reste très insuffisante tant au niveau rural qu'urbain. L'effort entamé par les programmes spéciaux pour réduire les déséquilibres régionaux se concrétise en passant de 90 M. de D.A. en 1971 à 1 020 M. de D.A. en 1974.

2.3. Les facteurs potentiellement inflationnistes.

Les deux dernières années du I^{er} Plan quadriennal semblent avoir été marquées par une apparition de facteurs de type inflationniste. Cette tendance, pas nécessairement liée à une rupture de l'équilibre budgétaire, risque de devenir un facteur limitant les efforts d'investissement. Sous toutes réserves il est possible de dénombrer quatre facteurs potentiellement inflationnistes :

1°) La forte tendance à l'augmentation des prix internationaux de certains biens d'importation qui jouent un rôle stratégique dans l'effort d'industrialisation. Il s'agit notamment des biens d'équipement à haute technologie, ainsi que des céréales. Ces deux types de produits sont en grande partie importés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord.

2°) L'accroissement du pouvoir d'achat des couches moyennes, qui exercent une pression, pour satisfaire leurs besoins accrus en biens de consommation durables.

3°) Le déséquilibre entre la demande et l'offre de biens de consommation de première nécessité, causé par les problèmes aigus de la production agricole et des structures de commercialisation. Ce facteur comme le précédent tend potentiellement à provoquer une « inflation de demande ».

4°) La tendance à une déthésaurisation importante, qui peut intervenir de façon imprévisible provoquant ainsi un déséquilibre sur le marché intérieur : l'offre de biens se trouvant alors en deçà de la demande monétaire.

L'existence d'une telle tension inflationniste est reconnue implicitement dans le rapport général du II^e Plan : « la dynamique très rapide de la distribution des revenus salariaux dans les zones urbaines a été accompagnée de tensions assez sensibles à la fin du I^{er} Plan quadriennal, les disponibilités en produits et services de consommation n'ayant pas toujours pu s'adapter à ce rythme rapide, du fait des insuffisances de la production nationale et des importations » (4).

3. LE DÉVELOPPEMENT PRODUCTIF.

Une analyse détaillée de la dynamique de la P.I.B. et de ses composantes au cours des dernières années présente des difficultés remarquables, en raison des réajustements comptables et du manque de données statistiques certaines. En conséquence les chiffres que nous donnons dans les tableaux 5 et 6 doivent être considérés comme des indicateurs qui donnent un ordre de grandeur sans garantie d'exactitude.

Le tableau 5 montre l'évolution de la P.I.B. en terme de valeur, d'après les chiffres du S.E.P. On peut remarquer le ralentissement très net de l'année 1971 par rapport à l'année précédente, en raison du différend pétrolier franco-algérien déjà cité. Le rythme de croissance reprend vigou-

(4) Cf. *Rapport général du II^e Plan quadriennal 1974-1977*, p. 73.

reusement en 1972, pour se stabiliser en 1973. Enfin, les chiffres prévisionnels pour l'année 1974 (que nous citons en l'absence de données officielles) mettent en relief le « boom » de la P.I.B. en termes de valeur, causé par la hausse des prix du pétrole du dernier trimestre de l'année précédente.

TABLEAU 5
Développement de la P.I.B.

	1970	1971	1972	1973	1974 (prévisions)
P.I.B. (en millions de DA)	20 092	20 230	24 175	27 415	46 600
Hausse en % d'une année sur l'autre	—	+ 0,7	+ 19,5	+ 13,4	+ 70,7

Source : S.E.P.

TABLEAU 6
Part des secteurs dans la P.I.B.
(en millions de D.A.)
(prix courants)

	1973	1974 (prévisions)	Accroissement Pourcentuelle
Agriculture	2 500	2 900	+ 16
Industrie de Transformation	4 115	6 000	+ 45,8
Mines, Electricité	540	600	+ 11,1
B.T.P.	3 420	4 100	+ 19,9
Hydrocarbures	6 000	21 000	+ 250
Transports Services, comm.	10 840	12 000	+ 10,7
TOTAL	27 415	46 600	+ 69,9

Source : Estimations d'après les chiffres du S.E.P.

Le tableau 6 illustre la part des grands secteurs économiques dans la formation de la P.I.B. Il faut souligner que les chiffres pour 1974 sont construits sur la base des taux d'accroissement prévus par le plan, mais aussi à partir des réévaluations des prix des hydrocarbures. Cela explique l'augmentation impressionnante du secteur énergétique. On remarque également le développement de l'industrie de transformation et des travaux publics (infrastructures), et une certaine reprise dans l'agriculture. Ce tableau largement prévisionnel, peut être utilement comparé avec les

résultats de l'enquête industrielle annuelle, menée par le bureau des statistiques industrielles du S.E.P.

Il en ressort le tableau 7 des indices de la production industrielle des principaux secteurs. Ces indices ont été construits à partir des résultats productifs des sociétés nationales, à travers lesquelles l'Etat algérien contrôle 78 % environ de la production nationale.

Ces indices qui représentent l'évolution de la production en termes réels, montrent un taux d'accroissement moyen de 6,5 % par an pendant la période du 1^{er} Plan quadriennal (tous secteurs juridiques compris). Les secteurs qui ont connu la dynamique la plus intense sont ceux : de l'énergie, des industries sidérurgiques, mécaniques, électriques, des produits chimiques et du bois et papier.

Par contre, on constate de graves retards dans le secteur textile et dans les « industries diverses ».

TABLEAU 7

Indices de la production industrielle 1969-1974 des sociétés nationales en fin d'année 1974 par secteur d'activité économique (Base 100 en 1969)

	1970	1971	1972	1973	1974	Structure en 1974
Eau et énergie	114,8	128,4	135,8	159,6	178,6	7,9
Hydrocarbures	107,4	82,9	111,7	120,0	110,9	57,7
Mines et carrières	102,4	108,4	118,8	111,6	120,8	3,2
Ind. Sider. Métal. Mécan. et Elec.	154,2	134,1	152,1	176,7	178,5	9,8
Matériaux de construction, Céramique, Verre	105,8	115,6	117,2	120,9	122,4	2,5
Chimie, Caoutchouc, Plastique	126,8	140,2	200,6	228,2	187,9	3,4
Industries alimentaires	106,3	119,8	132,4	145,6	160,4	10,1
Industries du textile	100,9	93,3	91,2	99,1	94,7	2,9
Industries des Cuir et Peaux	99,2	86,8	92,7	110,6	157,7	0,9
Bois, papier et polygraphie	112,4	133,2	443,2	195,1	176,1	1,5
Industries diverses	74,2	70,6	74,9	81,5	74,9	0,1
Total Général	110,9	95,9	119,3	130,3	126,3	100,0
Total hors hydrocarbures	117,7	120,7	133,7	149,6	155,1	42,3
Total industries manufacturières	119,3	119,2	133,6	159,5	159,3	34,6

Source : S.E.P. *Indices de la production industrielle 1969-1974*, avril 1975.

La structure sectorielle met en évidence la prépondérance du secteur des hydrocarbures (qui représente près de 60 % de l'ensemble industriel) suivi d'assez loin par les secteurs sidérurgique, mécanique, électrique, ainsi que par les secteurs alimentaires (10 % environ).

En ce qui concerne l'année 1974 on remarque un ralentissement général des activités, plus accentué dans les secteurs moteurs. On peut parler de chute pour les hydrocarbures, la chimie, le bois et papier et les textiles, et de stagnation pour les autres secteurs principaux en général.

Pour expliquer la contradiction apparente entre les données du tableau 7 et celles du tableau 6, il faut tenir compte de deux considérations :

a) Les taux d'accroissement prévus par le II^e Plan en matière de production industrielle semblent être optimistes, et n'escomptent pas une série de retards possibles dans la mise en œuvre de projets et de goulots d'étranglement à un niveau organisationnel et infrastructurel.

b) On constate un grand décalage entre les chiffres en termes de valeur et ceux en termes réels. Le cas le plus significatif est celui des hydrocarbures. La formidable croissance de la valeur de la production est due aux augmentations des prix du pétrole algérien qui passent de 5 dollars le baril au 1/10/1973 à 9,25 au 1/1/1974 pour culminer à 11,15 au 1/4/1975.

En ce qui concerne la production du pétrole au contraire, on constate une tendance régressive à partir du 2^e semestre 1974 (voir tableau 8). Cette tendance découle de l'évolution de la demande sur le marché international et surtout de la récession dans les pays consommateurs industrialisés.

TABLEAU 8
Indice de production brute de pétrole
(Base 100 en 1970)
Année 1974

Janv.Mars	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.
107,1	118,5	110,3	95,8	87,9	90,8	87,9

Source : F.M.I. International financial statistics. May 1975.

Face à la faiblesse relative de la demande qui s'est manifestée, les pays de l'O.P.E.P. tendent à réagir en réduisant le volume de la production, pour soutenir le niveau actuel des prix.

Ce soutien des prix actuels du pétrole est vital pour un pays comme l'Algérie, pour le financement du Plan; toutefois, la pression spontanée du marché au cours du premier semestre 1975 demeure défavorable et se reflète dans la baisse des réserves internationales (provenant en grande partie des revenus pétroliers), qui passent de 1 689 Millions de Dollars du dernier trimestre 1974 à 940 Millions pour le mois d'avril 1975 (5).

4. LE COMMERCE EXTÉRIEUR.

Comme nous l'avons déjà souligné, l'année 1974 est marquée par les conséquences de l'augmentation des prix du pétrole qui s'est opérée dès la fin de l'année 1973. Cette donnée nouvelle a changé en profondeur la situation du commerce extérieur algérien. A côté de celà, la dynamique des échanges est caractérisée par d'autres phénomènes très importants, tels que la crise du secteur agricole et l'accroissement des échanges avec de nouveaux partenaires, comme l'Amérique du nord et, en Europe, la République fédérale allemande.

(5) Cf. F.M.I. International financial statistics, avril 1975.

Au début de l'année 1974, l'accroissement des exportations était plus élevé que celui des importations; ce qui représente un renversement de la tendance observée pendant tout le premier plan quadriennal.

4.1. Les importations.

La structure des importations (voir tableau 9) reflète les efforts d'industrialisation et la politique d'austérité choisie. En effet on constate une compression des importations des biens de consommation, au profit des biens d'investissement (biens d'équipement et produits semis-finis), qui en 1974 représentent plus de 60 % du total. Toutefois, il faut souligner l'accroissement impressionnant des importations de produits alimentaires : parmi ces derniers, 50 % environ est représenté par les céréales et les produits laitiers.

TABLEAU 9
Importations (1973-1974)
(en millions de D.A.)

	1973	Structure %	Accroissement 74/73	1974 *	Structure %
Alimentation, boisson, tabac	1 223	13,8	+ 118 %	2 666	17,0
Energie et lubrifiants	139	1,6	+ 41 %	195	1,2
Matières Premières	481	5,4	+ 103 %	976	6,3
Produits semi-finis	2 422	27,3	+ 90 %	4 602	29,3
Biens d'équipement	3 164	35,6	+ 69 %	5 347	34,2
Biens de consommation	1 447	16,3	+ 30 %	1 881	12,0
Total	8 876	100,0	+ 76 %	15 667	100

* Notre estimation pour le 4^e trimestre de l'année.

Source : S.E.P. *Bulletins trimestriels de statistiques*.

Note : Pour rapporter ces chiffres aux années précédentes, voir les « chroniques économiques » des A.A.N. 1972 et 1973.

L'évolution défavorable des importations alimentaires risque de devenir une contrainte pour la réalisation des objectifs du II^e Plan quadriennal. Pour la période 1974-1977 on prévoit une dépense cumulée de 16,8 milliards de dinars pour l'importation de l'ensemble des biens de consommation alimentaire (15 % environ des importations totales) (6).

On peut remarquer à la lecture du tableau 9, que pour l'année 1974 la classe « alimentation, boisson, tabac » représente déjà 17 % des importations, par rapport au 13,8 % de 1973. On peut craindre que cette tendance ne soit pas inversée dans l'immédiat.

Dans le même temps, on observe une baisse de 33 % en termes de valeur des exportations agricoles (voir tableau 10). Il faut noter que les

(6) Cf. II^e Plan quadriennal (1974-1977). Rapport général p. 211.

objectifs du I^{er} Plan pour les exportations agricoles, notamment de fruits et légumes n'ont pas été atteints (à la seule exception des dattes).

Cette donnée renvoie aux problèmes plus généraux de l'agriculture algérienne et aux causes structurelles et conjoncturelles de sa crise.

TABLEAU 10
Exportations (1973-1974)
(en millions de D.A.)

	1973	Structure %	Accroiss. 1974-73	1974 *	Structure %
Alimentation, boissons, tabacs	920	12,3	- 33 %	617	3,5
Energie et lubrifiants	6 206	82,9	+ 163 %	16 322	92,0
Matières premières	119	1,6	+ 126 %	269	1,6
Produits semi-finis	127	1,7	+ 73 %	220	1,2
Biens d'équipement	76	1	+ 10 %	83	0,9
Biens de consommation	41	0,5	+ 10 %	45	0,3
TOTAL	7 479	100	+ 134 %	17 556	100

* Estimation pour le 4^e trimestre de l'année.

Source : S.E.P. Bulletins trimestriels de statistiques.

4.2. Les exportations.

A côté des difficultés dans les exportations agricoles, la donnée la plus évidente que l'on peut observer dans le tableau 10 est sans doute le « boom » du secteur des matières premières et notamment des hydrocarbures.

L'accroissement des revenus pétroliers peut être considéré comme la continuation d'une tendance déjà évidente dans les années précédentes; mais il représente aussi un saut qualitatif sans précédent, réalisé grâce au processus de réévaluation du prix du pétrole conséquent à l'action de l'O.P.E.P.

Cela se traduit par une augmentation de 163 % des exportations du secteur énergétique : en pourcentage sur le total, on passe de 82,9 % en 1973 à 92,9 % en 1974. La tendance observée, s'accroissant au point que l'Algérie, traditionnellement mono-exportatrice agricole, se présente à l'heure actuelle sur le marché international comme mono-exportatrice de pétrole. Les industries de transformation œuvrent encore principalement sur le marché intérieur. Vers la fin des années 1970, on prévoit qu'une partie croissante des exportations d'hydrocarbures sera représentée par les ventes de gaz naturel (voir tableau 11). On a déjà remarqué que l'augmentation des revenus pétroliers dérive beaucoup plus de la croissance successive des prix que d'un accroissement en termes physiques.

Il faut encore souligner que ce développement exceptionnel, dans la mesure où il représente une nouvelle extraversion de l'économie, peut devenir un élément de fragilité. Par exemple, une tendance conjoncturelle défavorable en matière de prix, pourrait remettre en cause la réalisation de

certaines projets d'investissements. A ce sujet, il est intéressant d'examiner l'évolution des échanges au cours des deux dernières années 1973/1974 (voir graphique 1). On note à partir du 3^e trimestre 1974, une baisse des exportations, imputable essentiellement à la réduction des ventes de pétrole brut (voir tableau 8 et commentaire). Les importations se développent d'une manière plus régulière, en accentuant leur taux de croissance au cours de l'année 1974. En conséquence la balance commerciale en actif dès le début de l'année redevient débitrice au second semestre 1974.

TABLEAU 11
Les contrats du gaz naturel

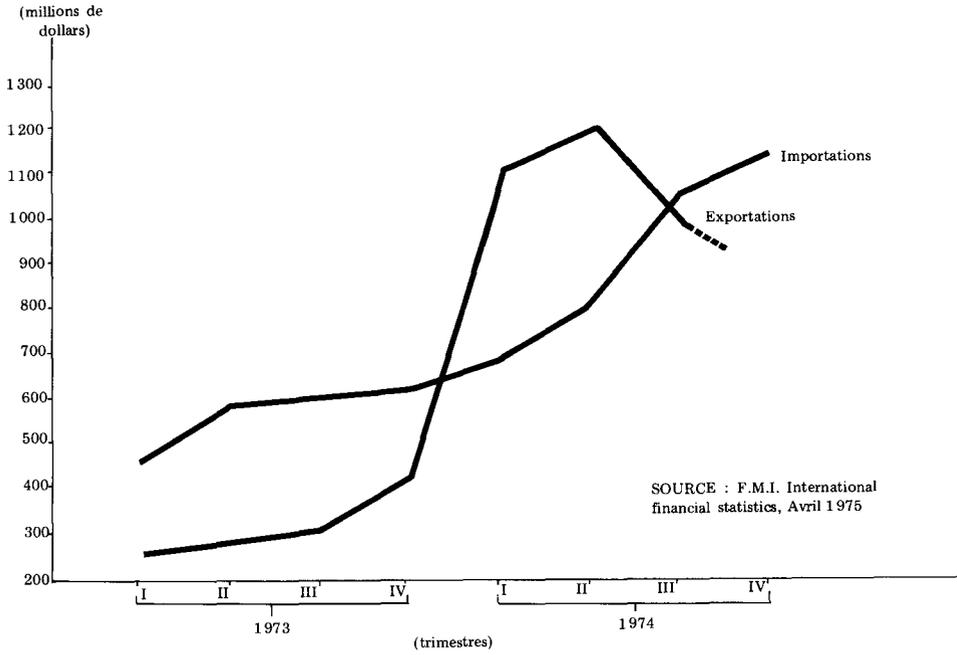
Sociétés contractantes	Livraisons (milliards m ³ / an)	Durée (années)	Date de début
<i>Europe</i>			
British Méthane	1,0	15	1964
Gaz de France — Le Havre	0,5	15	1965
Gaz de France — Fos	3,5	15	1972
Consortium Européen (Fos-Monfalcone)	10,5	20	1977/78
Gaz Naturel — Espagne	0,51	20	1974/79
Sous-total	22		
<i>Etats Unis</i>			
Distrigaz	0,5	20	1971
Distrigaz	1,2	20	1975
El Paso	10,0	25	1976/77
El Paso	10,0	25	1978
Eascogas	6,0	22	1975/76
Panhand le Rastern	4,5	20	1979
Sous-total	32,2		
Total général	54,2		
En négociation :			
Ruhrigas (Allemagne Ouest)	(10-12)		
ENI (Italie)	(6-10)		1978
Espagne	4,5	20	1974

Note : La prise en compte des contrats, soit signés, soit en cours de négociation, donne un chiffre de 50 milliards m³/an auxquels il convient d'ajouter les besoins intérieurs (5 milliards m³/an vers 1980).

4.3. La structure géographique.

La lecture des données relatives à la structure des échanges par groupes de pays (voir tableau 13), montre que la politique de diversification du commerce extérieur se poursuit et s'accroît en 1974. Cette politique, appliquée avec cohérence par les autorités algériennes depuis longtemps, se manifeste par une diminution régulière des échanges bilatéraux avec la France, suite à la chute nette de 1971.

GRAPHIQUE 1
Evolution des échanges extérieurs
1973-1974



Source : F.M.I. International financial statistics. Avril 1975.

TABLEAU 12
Structure géographique des échanges
(en pourcentage)

	IMPORT.		EXPORT.	
	1973	au 3 ^e trim. 1974	1973	au 3 ^e trim. 1974
CEE	67	62,6	64,6	53,6
(dont France)	(32)	(29,3)	(22,2)	(15,8)
(dont R.F.A.)	(13,7)	(14)	(21,9)	(23)
Pays de l'Est	6,2	6,2	6,8	4,2
Amérique du Nord	9,5	13,2	11,5	23,2
Pays Arabes	2,5	1,2	1,6	2,3
Autres Pays	14,8	17,8	15,5	16,7
TOTAL	100	100	100	100

Source : Bulletin trimestriel de statistiques; S.E.P., n° 4, 1974.

Ce phénomène est plus sensible pour les exportations. Pour la première fois en 1974 la France n'est plus le premier client de l'Algérie. L'Allemagne fédérale, qui déjà en 1973 se plaçait presque au même niveau que la France, absorbe en 1974, 23 % des exportations algériennes, contre 15,8 % à l'ex-puissance coloniale.

Parallèlement, on remarque un développement des relations commerciales avec d'autres pays de l'Europe occidentale, notamment l'Espagne et l'Italie : le rôle de la C.E.E. demeure d'importance première.

Les échanges avec l'U.R.S.S. et les pays socialistes d'Europe restent stagnants en valeur absolue et même baissent en pourcentage, alors que ceux avec les États-Unis et le Canada connaissent un développement très rapide. Les importations concernent surtout les biens d'équipement et les céréales; pour les exportations c'est le pétrole et en prospective le gaz naturel. Compte tenu des données des dernières années et des contrats signés qui deviendront opérationnels dans quatre ou cinq ans, on peut estimer que cette tendance a un caractère structurel et non pas simplement conjoncturel, aussi bien en ce qui concerne l'Amérique du nord que pour les pays de l'Est (7).

5. LES GRANDES LIGNES DU II^e PLAN QUADRIENNAL.

D'une manière très générale, le second plan quadriennal se propose :

- de consolider les réalisations du I^{er} Plan quadriennal,
- d'élargir les capacités productives du pays en diffusant plus intensivement la dynamique de l'industrialisation au plan national,
- de diffuser l'emploi,
- d'améliorer les capacités de satisfaction par la production nationale des besoins de consommation stratégique,
- d'améliorer les conditions de vie,
- de renforcer les infrastructures liées au développement,
- d'élargir les capacités d'accumulation de l'économie,
- de s'acheminer vers une décentralisation économique, où la commune deviendrait l'unité de base économique, sociale, culturelle, et politique.

Au premier plan, nous trouvons la poursuite du développement économique accéléré. Le taux de croissance moyen annuel de la P.I.B. devra être de 11,2 % par an et on se propose de maintenir le taux d'investissement à un niveau très élevé (40 % environ de la production intérieure brute), financé essentiellement avec l'accumulation intérieure. Ceci implique une politique d'austérité et de limitation du développement de la consommation intérieure.

Toutefois une grande importance est donnée aux objectifs d'amélioration du niveau de vie des populations les plus défavorisées, dans le but de combler les déséquilibres les plus graves tant au niveau social que régional.

Cet objectif doit trouver sa réalisation à travers une série d'actions

(7) Voir A.A.N., 1972 et 1973.

intégrées dans le cadre des Plans communaux, qui doivent être élaborés en collaboration étroite avec l'échelon politico-administratif de la wilaya (la région).

Cette tendance à la décentralisation que le plan s'est fixée, si elle présente un intérêt essentiel, devra trouver les moyens de s'intégrer avec les exigences de concentration des activités, inhérentes à la politique d'investissement des Sociétés nationales.

Parallèlement à cette politique, d'autres séries de mesures sont prévues dans la perspective d'un rééquilibre des revenus et principalement : une politique des salaires qui se propose de mettre un terme aux désordres dans les rémunérations, un encadrement des revenus autres que ceux du travail, la réalisation de l'objectif de plein emploi (à l'horizon 80), la gratuité des soins médicaux et des programmes de construction de logements (même si encore insuffisants par rapport aux besoins).

5.1. La politique des investissements.

Le programme des investissements qui se montait à l'origine à 54 milliards D.A. a été révisé après la hausse des hydrocarbures. Dans son discours de Constantine de juin 1974, le président Boumedienne annonçait l'élévation du total des investissements à 100 milliards D.A. pour la période 1974-1977. L'ordonnance portant Plan quadriennal (24 juin 1974) fixait le montant définitif à 110 217 Millions de D.A. (voir tableau 13).

TABLEAU 13
II^e Plan : Tableau des Investissements
(en millions de dinars)

	Autorisation totale des dépenses 1974/77	
		%
Industrie	43 000	43,5
Agriculture	12 005	10,9
Hydraulique	4 600	4,2
Tourisme	1 500	1,4
Pêches	155	0,1
Infrastructures économiques	15 525	14,0
Education-formation	9 947	9,0
Social	14 610	13,0
Equipement administratif	1 399	1,3
Etudes - Divers - Imprévus	2 520	2,3
TOTAL	110 217	100,0

Source : Rapport II^e Plan 1974-1977. S.E.P.

La répartition sectorielle montre tout d'abord la prédominance du secteur industriel (43,5 % du total) à l'intérieur de ce secteur une grande

priorité est accordée à la valorisation des hydrocarbures (19,5 milliards d'investissements sur 48 milliards pour toute l'industrie). Le Plan note à ce propos que : « le rôle de l'économie pétrolière demeure encore déterminant en tant que source d'accumulation pour le développement » (8).

L'exportation du gaz naturel et le raffinage vont prendre une ampleur nouvelle avec le II^e Plan. A côté des hydrocarbures une grande partie des investissements seront consacrés au secteur de l'industrie de base et des transformations des ressources naturelles. Dans le domaine de la sidérurgie nous aurons l'installation du complexe d'El-Hadjar dont la capacité prévue est de 2 millions de tonnes par an. Au niveau de la pétrochimie il est prévu l'installation de la raffinerie de Skikda, et un vaste programme de transformation des hydrocarbures vers des produits intermédiaires et finaux. Un accent est mis également sur le développement des activités de transformation de portée locale au niveau des wilayat (régions). 14 % des investissements sont dévolus au développement des infrastructures économiques (réseau routier, maillage ferroviaire, infrastructures portuaires et aéronautiques, électrification) qui doivent être liées au développement industriel, sous peine de provoquer un retard des objectifs.

Ces deux secteurs (industrie et infrastructures) couvrent 57 % de la totalité des investissements prévus. Sur ce point on remarque une continuité substantielle entre le premier et le second plan quadriennal.

Les investissements sociaux, indispensables pour l'amélioration des conditions de vie, devront se développer jusqu'à représenter les 13,3 % du total des investissements; 5,6 milliards de dépenses ont été autorisées pour l'habitat urbain pour la période quadriennale, face à la grave pénurie de logements qui s'est manifestée ces dernières années; pour le secteur éducatif l'effort reste grand (9,9 milliards de D.A. 9 % du total).

Pour la sauvegarde et la valorisation de la production agricole on prévoit 12 milliards de D.A. auxquels il faut ajouter les 4,6 milliards de D.A. des investissements hydrauliques (qui sont aussi fonction des besoins en eau de l'industrie).

D'une façon générale il faut remarquer que l'ensemble de ces objectifs n'est réalisable que dans la mesure où les sources de financements (essentiellement les revenus pétroliers) restent au niveau des prévisions, qui sont basées sur la situation des prix et du marché international de l'année 1974.

5.2. *Evolution de la production.*

Les chiffres prévisionnels de la production (tableau 14), sont estimés à partir des résultats de l'année 73 réévalués au nouveau prix des hydrocarbures et estiment les résultats agricoles de cette année au-dessous de la moyenne. Les prévisions ainsi construites permettent d'atteindre le chiffre de 66 060 M. de D.A. pour l'année 77, ce qui équivaut à un taux annuel moyen de 11,2 %. Pour le 1^{er} Plan, le taux prévu était de 9 %. Pour les

(8) Cf. *Rapport général du II^e Plan 1974-1977*, p. 92.

secteurs essentiels on prévoit un taux de croissance de 20 % pour les B.T.P. (22,5 prévu pour le 1^{er} quadriennal) et de 18,8 % pour l'industrie de transformation (13,7 % 1^{er} Plan). Ces deux secteurs représentent la partie la plus dynamique de la production prévue.

TABLEAU 14

*II^e Plan quadriennal : Prévisions et objectifs
de la production intérieure brute par grands secteurs
(en millions de dinars)
(en prix constants de l'année de référence)*

Secteurs	Valeurs ajoutées de l'année de référence 1973	Valeurs ajoutées 1977	Taux de croissance moyen annuel en %
1. Agriculture	2 500 * (2 760)	3 260	4,2 %
2. Industries de transformation	4 105	8 190	18,8 %
Mines, électricité	504	920	14,3 %
3. B.T.P.	3 420	7 100	20,0 %
4. Hydrocarbures	6 000 *	30 000	8,5 %
TOTAL PRODUCTION INDUSTRIELLE	16 529	49 470	11,1 %
5. Transports, services commerce	10 840	16 590	11,2 %
TOTAL P.I.B.	27 415 (43 265)	66 060	11,2 %
Hors hydrocarbures	21 415	30 060	13,6 %

Note : Les taux d'accroissement pour la période 1974-1977 sont appliqués sur la base de l'année de référence 1973. Il s'agit d'une « année fictive », qui se différencie de l'année réelle pour la réévaluation de la production des secteurs agricoles et des hydrocarbures (chiffres indiqués entre parenthèses dans le tableau).

Source : Rapport II^e Plan 1974-1977. S.E.P.

Un taux de croissance de 8,5 % (6,6 % 1^{er} Plan) est prévu pour les hydrocarbures qui représentent d'ailleurs près de 50 % du total de la production.

Le taux de 14,3 % prévu pour le secteur mines-électricité est plus faible que celui du 1^{er} Plan (19,8 %); les 4,2 % seulement de croissance prévus pour la production agricole reflètent bien la faiblesse de ce secteur qui reste le point noir du II^e Plan, d'autant plus que les prévisions sont par essence optimistes. Il faut enfin remarquer que le taux de 11,2 % prévu pour les transports, services et commerces est plus faible que les 14,5 du 1^{er} Plan. Les options essentielles du II^e Plan maintiennent maintenant les choix en faveur des industries industrialisantes et des secteurs de base, en accentuant l'effort pour dynamiser les industries de transformation. Dans le même temps, la place des hydrocarbures reste prédominante.

II. — LES QUESTIONS DE L'ANNÉE

I. LE PROBLÈME DE L'EMPLOI.

L'élargissement de l'emploi est considéré comme « le but prioritaire du développement entrepris » dans le pays par le Plan algérien (9), qui fixe l'objectif de « l'élimination des causes structurales du chômage » à l'horizon 1980. Les responsables du Plan démontrent ainsi être pleinement conscients d'un problème-clé dans la phase actuelle de développement; en effet, les phénomènes du chômage et du sous-emploi représentent des éléments de contradiction liés à la nature même du « modèle algérien » d'industrialisation accélérée.

a) *Les données démographiques.*

Le problème de l'emploi est strictement lié aux caractéristiques démographiques de l'Algérie.

Rappelons-les en quelques mots :

- une population totale de 15 millions d'habitants environ;
- un taux d'accroissement naturel parmi les plus élevés, estimé à 3,5 % par an;
- une extrême jeunesse de la population, dont la moitié a moins de 20 ans;
- un fort taux d'urbanisation, conséquent à l'exode rural massif des dernières années (par ex. ce taux est estimé à 5 % environ pour l'agglomération d'Alger);
- un taux d'activité (actifs sur la population totale) très peu élevé (22 %), à cause de la faible participation de la main-d'œuvre féminine et de la structure d'âge dont nous avons parlé.

La jeunesse de la population est à l'origine d'un fort « taux d'entrée » dans la vie active : on estime que presque 200 000 jeunes arrivent chaque année à l'âge de travailler.

La conséquence, sur le marché du travail, est un accroissement accéléré de l'offre de main-d'œuvre.

Le dossier préparatoire du II^e Plan (10) prévoit que la force de travail « théorique » (11) passerait de 2,25 millions en 1970 à 3,4 millions en 1980, ce qui équivaut à un accroissement moyen de 115 000 unités par an.

Face à l'absence d'une politique de planification familiale et compte tenu du surpeuplement des campagnes, on comprend donc l'urgence des besoins en emplois nouveaux.

(9) Cf. le *Rapport Général du II^e Plan quadriennal*, p. 61.

(10) S.E.P., *Dossier préparatoire du II^e Plan quadriennal*, Alger, 1973.

(11) La population masculine de 18 à 60 ans à exclusion des étudiants et des non-actifs.

b) *Chômage et sous-emploi.*

Un long *excursus* historique serait nécessaire pour analyser en profondeur les origines du surpeuplement et du sous-emploi dans plusieurs régions algériennes. A l'origine du problème il y a, en effet, le refoulement des populations originaires sur les montagnes et les terres moins productives, à la suite de la colonisation.

Sous la pression du développement démographique, l'exode rural a pris des dimensions très alarmantes : en 1970 on estimait que 100 000 personnes étaient concernées par le phénomène. Ce flux alimente, dans les grandes villes, la masse des chômeurs (estimés entre 1,5 et 2 millions), qui vont grossir la classe du sous-prolétariat urbain.

A côté des chômeurs, il faut considérer l'ampleur du sous-emploi :

— dans l'agriculture « traditionnelle » (emplois saisonniers, situations de productivité marginale « zéro » de la force de travail) ;

— dans le secteur tertiaire urbain (emplois marginaux, distribution et administration pléthoriques).

Il s'agit évidemment d'un phénomène difficilement évaluable en chiffres.

c) *La création d'emplois non-agricoles.*

Le premier Plan prévoyait une moyenne de 66 000 nouveaux emplois par an, dans la période 1970-1973; pour atteindre l'objectif du « plein emploi » à l'horizon 1980, on estime qu'il faudrait créer 450 000 places de travail.

Jusqu'à présent, le rythme d'accroissement de l'emploi présente des retards, surtout dans les branches industrielles les plus susceptibles, potentiellement, de s'adapter aux solutions « labour-intensive » : pour les textiles et cuirs, le taux d'accroissement par an pendant le premier Plan était de 0,5 % (face au 15,8 % prévu); pour les industries mécaniques et électriques de 16 % (face au 25 % prévu).

Le problème de la résorption du chômage continue donc à se poser de plus en plus comme problème structurel et stratégique.

Si on voit la structure sectorielle de l'emploi (tableau 15) on constate :

— l'importance du secteur agricole, qui fournit presque la moitié des emplois (d'ailleurs le nombre des effectifs agricoles permanents est mal évalué, et il faudrait y appliquer un certain taux de sous-emploi);

— la part prépondérante, dans le secteur non agricole, du commerce, des services et de l'administration.

Le gonflement du tertiaire peut être considéré comme un héritage de la structure économique coloniale, dans laquelle l'appareil administratif avait une fonction très importante, à côté d'une agriculture fortement extravertie.

Mais ce phénomène est aussi, selon plusieurs économistes du sous-développement, un indice de « chômage caché », c'est-à-dire une façon d'atténuer le problème à travers la création d'emplois à faible productivité.

TABLEAU 15
Structure de l'emploi
(1973)
(en milliers)

	(en milliers)	%
Industrie	139,5	8,3
B.T.P.	75,7	4,5
Transports, Communications, Services	360	21,4
Administration	275	16,4
Agriculture	830	49,4
TOTAL	1 680,2	100

Source : S.E.P.

d) *L'origine du problème.*

Le noyau central de la question est donc celui de l'accroissement des emplois industriels.

Une analyse des dernières données sur l'emploi secondaire (voir tabl. 16) montre le rôle des industries naissantes (hydrocarbures, métallurgie); on remarque la faible création d'emplois dans certains secteurs de base. Par exemple, la chimie, qui joue sûrement un rôle décisif dans le cadre du Plan,

TABLEAU 16
Evolution de l'emploi secondaire
(Industrie et B.T.P.)

Branches d'activités	Effectifs occupés au	
	31.10.73	31.10.74
1. Industries extractives	15 687	15 414
2. Pétrole brut et gaz naturel	35 676	43 934
3. Ind. alim. boiss. tabacs	31 516	33 765
4. Industries textiles	30 709	32 342
5. Ind. du cuir et chaussures	5 870	7 009
6. Industries chimiques	11 871	13 294
7. Matériaux de construction	15 701	16 187
8. Sidérurgie	14 143	15 656
9. Prod. et transf. des métaux	37 225	42 332
10. Ind. du bois du liège et meubles	8 952	9 891
11. Ind. du papier et imprimerie	6 503	7 551
12. Autres ind. manufacturières	4 903	5 589
13. Bâtiment et travaux publics	148 650	151 958
Total Secondaire	367 406	394 913

* Chiffres Sonatrach.

Source : S.E.P., *Enquête Emploi et Salaires, résultats partiels, mars 1975.*

n'offre que 13 000 emplois. C'est donc le B.T.P. qui doit fournir une grande partie des emplois du secondaire.

Il est donc indispensable de considérer les choix du Plan en ce qui concerne les secteurs et les techniques de production;

— *le choix des secteurs* donne la priorité à l'industrie lourde et « de base »;

— *le choix des techniques* privilègie les solutions à forte intensité de capital, liées aux « technologies de pointe » importées par les pays industrialisés.

L'innovation technique est un bien importé des pays où l'offre de force de travail est complètement différente de celle de l'Algérie, et l'épargne de main-d'œuvre est un but primaire.

Les contradictions et la nouvelle dépendance qui découlent de ce type de transfert de technologie rendent très difficile la solution du problème de l'emploi industriel.

L'exogénéité de la production de technologie est une contrainte à surmonter, pour expérimenter des solutions plus « labour-using », et mieux mobiliser, dans plusieurs secteurs industriels et dans l'agriculture même, la grande richesse de main-d'œuvre.

Dans ce cas là, même l'émigration en Europe, qui actuellement constitue une « libération » énorme de main-d'œuvre, ne serait plus un support indispensable à l'économie algérienne.

2. LES RELATIONS VILLES-CAMPAGNES.

L'urbanisation accélérée dans des pays comme l'Algérie est-elle une étape inéluctable dans la marche vers la « modernité » ou la conséquence spécifique de la pénétration de ces sociétés en voie de développement par les économies occidentales ? La mobilisation des populations rurales impliquée par le processus d'urbanisation contribue-t-elle à l'éveil « politique » des masses populaires ou accroît-elle la désorganisation sociale ? Au-delà des délimitations statistiques, il conviendrait d'analyser quels sont les rapports complexes qui se nouent entre structure sociale, urbanisation et développement.

L'Algérie connaît encore à l'heure actuelle un réseau urbain hiérarchisé de la métropole nationale aux métropoles régionales et aux relais régionaux et locaux. La fonction locale, régionale ou nationale des différentes villes traduit l'extension de la zone d'influence des activités de la ville, la nature locale, régionale ou nationale de sa production industrielle et artisanale, sa capacité de développer les relations des services et d'échanges avec ces autres villes et avec la zone rurale. Alger exerce un contrôle politique, économique et culturel sur l'ensemble de l'Algérie. C'est la métropole nationale vers laquelle converge l'infrastructure des voies de communications.

Par ailleurs Alger qui compte seulement 20 % de la population urbaine de l'Algérie, domine nettement par le nombre d'emplois en 1966 et encore il

ne s'agit là que de la seule population salariée domiciliée à Alger, à l'exclusion des salariés qui résident dans les communes sub-urbaines. Au même titre, les villes d'Oran, Constantine et Annaba ont une influence régionale qui leur donne un rôle de métropole régionale. Il faut toutefois souligner que les effets de la mise en œuvre d'une décentralisation effective commencent à se faire sentir et que la hiérarchie des villes est en pleine mutation, dans la mesure où l'espace de consommation s'élargit et où l'espace de production industrielle et agricole se renforce, se diversifie et se spécialise; cet aperçu rapide nous permet de souligner la liaison entre croissance urbaine et concentration des activités et donc des emplois et des sources de revenus. A partir de là, le facteur le plus difficile à mesurer dans l'accroissement urbain est précisément l'exode rural, qui a atteint un niveau très élevé ces dernières années. L'Algérie ayant opté pour un système socialiste dans le cadre d'une économie planifiée, il paraît logique d'attendre de la politique d'industrialisation des effets induits importants dans le domaine des emplois à la fois industriels et des services. De même la politique de Révolution Agraire doit entraîner normalement une croissance des emplois agricoles et des services dans la zone rurale. L'exode rural reflète le rapport entre l'évolution des emplois urbains et ruraux ainsi que l'évolution de la population urbaine et rurale. Cette évolution permettra de mesurer l'impact des décisions politiques et économiques prises en matière de rééquilibre des disparités régionales et de fixation des populations rurales dans les conditions les plus favorables.

Les rapports entre villes et campagnes et leur prolongement au plan démographique sont particulièrement importants à un moment où l'évolution des structures agraires et des techniques conduit la population rurale à migrer vers la ville faute d'une urbanisation des campagnes.

Par ailleurs la croissance démographique a déjà pour effet majeur une croissance de l'urbanisation. L'évolution qualitative des relations villes-campagnes dépend en Algérie des effets de la Révolution Agraire pour la croissance des emplois agricoles et l'organisation des villages socialistes.

L'un des effets essentiels poursuivis par la Révolution Agraire en économie planifiée est l'absorption rapide du trop plein de main-d'œuvre, le développement des infrastructures et de la diffusion des services. On peut penser que l'Algérie dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire et à partir des profondes transformations de son économie industrielle et de son économie agricole, peut espérer atteindre vers les années 80 un équilibre dans l'organisation de son espace, liant étroitement villes et campagnes.

Giovanni BALCET *
Michel NANCY **

* Professeur à l'I.T.P.E.A.

** Chargé d'études au Comedor.